



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

JOURNAL BURKINABE DE LA STATISTIQUE

Trimestriel d'Information
du Système Statistique National

ÉDITEUR

Institut National de la Statistique
et de la Démographie
insd@ined.bf

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Toubou RIPAMA
*Directeur général de l'Institut National
de la Statistique et de la Démographie*

DIRECTEUR DE PUBLICATION DÉLÉGUÉ

Bernard BERE
*Directeur général adjoint de l'Institut National
de la Statistique et de la Démographie*

COORDONNATEUR DE RÉDACTION

Pascal NAKELSE
Conseiller technique CACT

REDACTEUR EN CHEF

Mouonkoun DABIRE
Chargé de Communication INSD

COMITÉ DE RÉDACTION

Mouonkoun DABIRE
Abdoul-Aziz OUEDRAOGO
NAGABILA Isaac
Abdou NOMBRE
Anatole ZONGO
Seydou Man Ali SAVADOGO

COMITÉ DE LECTURE

Mouonkoun DABIRE
Pascal NAKELSE
Edith T.V. M. TAPSOBA
François RAMDE

CRÉDITS PHOTOS : INSD et départements ministériels

CONCEPTION / IMPRESSION

Institut National de la Statistique et de la Démographie



01 BP 374 Ouaga - Tél : +(226) 25 49 85 02
insd@insd.bf - www.insd.bf

Réalisé avec l'appui financier
du PHASAO, financé par la
Banque Mondiale



Un système statistique innovant et performant n'est plus une option mais une nécessité stratégique

Notre système statistique national (SSN) repose sur le principe fondamental qui est de produire des indicateurs devant servir d'outils pour une vision claire et objective de la réalité économique, sociale et environnementale de notre chère patrie, le Burkina Faso.



des attentes. Les options politiques adoptées par les autorités commandent qu'elles disposent d'informations fiables et de qualité pour la planification du développement.

Les actions devront donc se poursuivre pour faire de l'innovation et la performance, le cœur de la production

Que ce soit pour mesurer la croissance économique, évaluer les inégalités, ou comprendre l'évolution des comportements démographiques, il est de notoriété que les statistiques officielles sont essentielles pour éclairer le débat public et guider les politiques. Notre rôle en tant qu'acteurs clés de la production statistique, est de fournir des données précises, actualisées et accessibles à tous afin d'occuper pleinement la place qui est la nôtre dans le débat public.

Dans cette volonté d'assomption légitime, il me semble opportun que le SSN se réinvente afin de répondre aux attentes grandissantes des différents types d'utilisateurs. En effet, l'ère de la transformation numérique a placé la donnée au cœur de la prise de décision dans tous les secteurs. Le volume de données générées au quotidien a explosé de manière exponentielle. De ce fait, la modernisation de notre système devient un impératif. Ces dernières années, le SSN a connu des réformes pour répondre plus efficacement aux besoins en données et rester au diapason des évolutions méthodologiques et technologiques. Le mérite est à l'actif des différents acteurs qui ont animé le SSN et qui, de par leurs actions, ont permis de booster la production statistique dans un contexte assez difficile pour la statistique.

L'évolution constante des systèmes de collecte, de production et de diffusion exigent de nous des efforts accrus dans la modernisation de nos outils pour être à la hauteur

statistique. Un système statistique innovant et performant n'est plus une option mais une nécessité stratégique. En effet, face à la richesse que représente les mines de données, l'innovation est devenue l'épine dorsale de l'intelligence économique, de la recherche scientifique et de la compétitivité mondiale. Le SSN doit non seulement s'adapter à cette nouvelle réalité, mais aussi moderniser ses infrastructures, en intégrant les technologies du Big Data et de l'intelligence artificielle.

L'autre défi qui s'impose à nous est sans doute la diffusion des données produites. Nos efforts de production doivent concourir à mettre nos productions au service des utilisateurs. L'accès ouvert aux données, via des plateformes interactives et des outils de visualisation moderne, permet non seulement aux chercheurs et aux entreprises d'exploiter ces informations, mais aussi aux citoyens de s'informer et de participer plus activement aux débats publics. Nous devons donc multiplier les tribunes de rencontres et des cadres échanges avec les utilisateurs afin de requérir leurs besoins et vulgariser les productions disponibles.

Toubou RIPAMA
Directeur Général/INSD

LANCEMENT OFFICIEL DU RECENSEMENT GENERAL DES ENTREPRISES

Quatre mois pour collecter des informations auprès des entreprises formelles et informelles du Burkina Faso

L'Institut national de la statistique et de la démographie a officiellement lancé les activités de repérage et de collecte des données du Recensement général des entreprises du Burkina Faso. La cérémonie de lancement a eu lieu le jeudi 08 Aout 2024 à Ouagadougou et a été présidée par le Secrétaire général du ministère de l'Economie et des finances Vieux Abdoul Rachid SOULAMA.



Vieux Rachid Soulama (au milieu) représentant le ministre de l'Economie et des finances, a appelé les acteurs économiques à une bonne collaboration avec les agents recenseurs afin de faire recenser leurs entreprises.

Le lancement du RGE a connu la participation d'environ 300 acteurs issus de l'administration publique, des associations professionnelles et des différentes faitières du monde économique. Le RGE s'inscrit dans une

démarche globale de modernisation et de rationalisation de l'économie. Le Burkina Faso est résolument engagé sur la voie de la transformation structurelle de son économie et ce projet en est la pierre angulaire. D'où

un appel du président de cérémonie représentant le ministre de l'Economie et des finances, à la mobilisation des acteurs économiques pour une bonne collaboration avec les agents recenseurs afin de faire recenser leurs entreprises.

Au nom du président de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina, Aïssata SELIRA/KANAZOE a souligné la pertinence de cette opération qui permettra au Gouvernement de mettre en place des politiques publiques favorables aux investissements. Elle a invité ses pairs à participer massivement à cette opération et de servir de relais pour mieux sensibiliser les acteurs concernés.



La cérémonie a connu la présence des acteurs du monde économique et des autorités administratives.



Les acteurs économiques sensibilisés aux objectifs du RGE

Selon le Chef du service des statistiques d'entreprises, du commerce et de l'économie rurale de l'INSD, Abdoul-Aziz Ouédraogo, le RGE est une opération d'envergure

nationale. Il va consister à collecter des informations auprès des entreprises formelles et informelles dans l'ensemble des treize régions que compte le Burkina Faso. Le RGE concerne toutes les unités économiques, géographiquement localisables c'est-à-dire ayant des locaux fixes. Sont concernées également les unités dont la nature de leur activité les amène à ne pas exercer nécessairement dans les locaux fixes (terrasse, hangar, etc.) ; les unités économiques sans enseignes qui exercent leurs activités dans les parcelles ou concessions (certains couturiers, prestataires de services.) ; etc.

L'opération qui durera quatre mois, va se dérouler en deux phases : d'abord le repérage des entreprises dans les villes de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou, puis le recensement qui va concerner l'ensemble du territoire.

Mouonkoun DABIRE
Chargé de Communication INSD

Abdoul-Aziz OUEDRAOGO
Ingénieur Statisticien Economiste



Abdoul-Aziz OUEDRAOGO Ingénieur Statisticien Economiste

INSD

Toubou RIPAMA installé dans ses fonctions de Directeur Général.

Nommé en conseil des ministres le 4 septembre 2024, Toubou RIPAMA a été officiellement installé dans ses fonctions le 12 septembre 2024 au cours d'une cérémonie présidée par le Secrétaire général du Ministère de l'Economie et des Finances, Vieux Abdoul Rachid SOULAMA. A ce poste, Toubou RIPAMA remplace Boureima OUEDRAOGO dont le mandat est à terme après six ans d'exercice.



(De la gauche à la droite) Boureima OUEDRAOGO, ancien DG de l'INSD, félicitant le nouveau DG Toubou RIPAMA

Boureima OUEDRAOGO pour le développement de la statistique. Il a salué les résultats et les initiatives entreprises pour le rayonnement du système statistique national. Au personnel de l'INSD, il rassure qu'il apportera sa contribution pour l'accomplissement de la mission à lui confier : « la mission est commune et la gestion sera collégiale. Nous devons impérativement former une équipe unie. Pour ce faire, nous devons faire de la communication la clé de voûte du succès de nos actions », a-t-il déclaré.

Démographe, expert en système d'information géographique, en conception et mise en œuvre de

voûte du succès de nos actions », a-t-il déclaré.



La cérémonie était présidée par le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances, Vieux Rachid Soulama

Pour sa part, le Délégué du personnel Noufou SAVADOGO, a réaffirmé l'engagement du personnel à œuvrer pour le dialogue social et la concertation afin de surmonter les obstacles et garantir le rayonnement de l'INSD. Il a en outre salué l'œuvre du Directeur général sortant dont le leadership a permis d'entretenir un dialogue constructif et améliorer les conditions de travail.

Embouchant la même trompette, le Directeur général sortant a rassuré son successeur de son accompagnement. En six années, M. OUEDRAOGO a dit travailler à la modernisation de l'Institut et au renforcement du système statistique national. De son bilan, on retient la réalisation de plusieurs opérations

systèmes de suivi et évaluation, Toubou RIPAMA totalise plus de 18 ans d'expérience dans la production statistique et la conduite des équipes à l'INSD et dans plusieurs Organisations non gouvernementales.

Le nouveau Directeur général a dit s'inscrire dans la continuité des œuvres entreprises par son prédécesseur

d'envergure tels que le 5e Recensement général de la population et de l'habitation et d'autres opérations dont les données précieuses permettront d'éclairer les politiques publiques et de mieux comprendre les dynamiques démographiques de notre pays.

Avant sa nomination à la tête de l'INSD, Toubou RIPAMA a mené une carrière en tant que démographe et spécialiste des statistiques. Il a débuté à l'INSD en 2006, où il a joué un rôle essentiel dans le recensement général de la population et d'autres enquêtes nationales clés, telles que la première enquête sur le travail des enfants au Burkina Faso, l'enquête sur le Système d'information des localités.... En 2014, il se tourne vers le suivi-évaluation en rejoignant l'ONG Africare où il travaille sur des projets multisectoriels couvrant plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

Toubou RIPAMA s'est ensuite distingué dans le domaine du suivi-évaluation en occupant des postes stratégiques pour plusieurs organisations internationales. De 2016 à 2020, il a contribué à l'amélioration des systèmes de gestion axée sur les résultats avec l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC). Puis, en tant que conseiller technique en suivi-évaluation et apprentissage pour Pathfinder international de 2020 à 2024 dans l'amélioration des programmes de santé reproductive au Burkina Faso. Son expertise en gestion de projets, appuyée par sa maîtrise des outils de collecte et d'analyse de données, a contribué à renforcer sa réputation d'expert rigoureux et polyvalent.

En tant que nouveau directeur général de l'INSD, il souhaite moderniser les systèmes de collecte et de traitement des données au Burkina Faso, en continuant de piloter des enquêtes nationales cruciales telles que l'Enquête démographique et de santé (EDS) et le Système d'information des localités (SIL). Son objectif est de renforcer la transparence et l'efficacité des processus statistiques nationaux, tout en soutenant les politiques publiques avec des données fiables et actualisées.

En plus de ses compétences en suivi-évaluation et démographie, le nouveau directeur a une vaste expérience en tant qu'enseignant. Il dispense des cours de statistiques depuis 2007 à l'École nationale des régies financières (ENAREF). Formateur dans les statistiques de la santé, de l'éducation et du travail, il contribue au développement de la nouvelle génération de statisticiens au Burkina Faso.

Toubou RIPAMA est diplômé d'études supérieures spécialisées (DESS) en démographie de l'Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD) de Yaoundé, au Cameroun.

Mouonkoun DABIRE
Chargé de Communication INSD



Photo de famille

RECENSEMENT GÉNÉRAL DES ENTREPRISES**Les entreprises de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso repérées**

L'État burkinabè a initié un Recensement général des entreprises (RGE). Dans ce cadre, l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) a officiellement lancé, le mercredi 4 septembre 2024, la première phase de ce recensement. Cette étape consiste au repérage des entreprises formelles et informelles dans les villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso.



Pour le Secrétaire général du Conseil national de l'économie informelle Seydou ZANGRE (à droite), ce recensement permettra à l'INSD de collecter des données spécifiques au secteur informel.

mieux organiser les différents secteurs d'activités en facilitant la mise en œuvre d'actions fortes pour l'essor économique de la nation.

Pour le Secrétaire général du Conseil national de l'économie informelle Seydou ZANGRE, ce recensement permettra à l'INSD de collecter des données

Dans la peau d'un agent recenseur, le Directeur des statistiques et des synthèses économiques Barbi KABORE a procédé à la collecte des données de la cimenterie du Faso ce matin du mercredi 4 septembre 2024. L'activité s'inscrit dans le cadre de la première phase du recensement général des entreprises. Elle consiste à repérer les entreprises industrielles et commerciales des villes de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou.

L'équipe technique a aussi visité l'entreprise CIM METAL spécialisée dans la production du fer à béton puis la boutique TOP fringues, une unité informelle de vente de vêtements pour hommes. En effet, le repérage concerne les entreprises formelles et informelles, qu'elles soient grandes ou petites. Cette phase vise à faciliter l'identification des entreprises lors de la deuxième phase du RGE et de constituer la cartographie des entreprises des deux villes. Le Directeur général de CIM METAL SA, Lassané KANAZOE a salué cette initiative du gouvernement qui selon lui, permettra de

spécifiques au secteur informel. Ce qui permettra de mesurer le poids de ce secteur dans l'économie nationale. Embouchant la même trompette, le Vice-président de la chambre du commerce et de l'Industrie du Burkina Mamady SANOH vice-président de la Chambre de Commerce et d'industrie, a lancé un appel à l'ensemble des entreprises à se faire recenser « nous demandons à tous ceux qui sont dans un secteur d'activité commerciale ou industrielle d'adhérer au recensement car pour être présent, pour être vivant dans le monde économique, il faut être recensé !»

Cette phase de repérage s'est achevée le 28 septembre. Les équipes ont entamé l'étape du dénombrement. Cette seconde phase du RGE va s'effectuer sur l'ensemble du territoire national et va s'achever officiellement le 31 décembre prochain.

Mouonkoun DABIRE
Chargé de Communication INSD

FORMATION PROFESSIONNELLE**La plomberie, la mécanique et la menuiserie-bois plus prisées sur le marché de l'emploi**

La majorité des apprenants issus des centres de formation professionnelle au Burkina Faso (48,7%) ont réussi à intégrer le marché du travail. C'est ce qui ressort d'une enquête menée en 2024 par l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF), portant sur les sortants de la promotion 2020. L'étude, qui a couvert plusieurs centres de formation répartis sur le territoire, met en lumière l'impact de la formation professionnelle sur l'emploi



La majorité des apprenants issus des centres de formation professionnelle au Burkina Faso (48,7%) ont réussi à intégrer le marché du travail.

Les résultats de l'étude montrent que certains métiers offrent davantage de débouchés que d'autres. Les secteurs de la plomberie (86,7%), de la mécanique (82,4%) et de la menuiserie-bois (69,3%) affichent des taux d'insertion les plus élevés. A l'inverse des métiers comme l'électrotechnique ou la couture, malgré leur forte demande, présentent des taux d'insertion plus modérés.

Le titre de qualification joue également un rôle déterminant dans l'insertion professionnelle. Les titulaires du Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) s'en sortent mieux que ceux ayant un Brevet de Qualification Professionnelle (BQP) avec respectivement des taux d'insertion de 54,4% contre 37,7%. Cette disparité souligne l'importance des titres délivrés par les centres de formation, qui influencent directement l'employabilité des jeunes.

Selon l'enquête, 48,7% des jeunes ayant achevé leur

formation en 2020 ont trouvé un emploi ou se sont lancés dans l'auto-emploi. Cependant 22,4% sont encore en stage ou en formation complémentaire, tandis que 28,8% demeurent sans emploi.

Cette répartition révèle une disparité notable entre ceux qui parviennent à s'insérer rapidement et ceux qui éprouvent des difficultés à trouver leur place sur le marché du travail. Ce taux de chômage partiel s'explique par plusieurs facteurs, dont le manque d'expérience pratique ou encore la méconnaissance de certains métiers par les employeurs.

Les centres concernés par l'enquête incluent les Centres de Formations Professionnelle Régionaux (CFPR); ainsi que les centres de références comme ceux de Bobo-Dioulasso et Ouagadougou. Les résultats témoignent de la capacité de ces structures à former des jeunes prêts à entrer dans la vie active.

L'étude montre que les hommes s'insèrent plus facilement que les femmes, avec un taux de 50,4% contre 42,5% pour ces dernières. Les disparités s'observent également selon le milieu de résidence : les

d'accompagnement au sein des centres de formation, ainsi que dans les structures publiques et privées, afin de maximiser les chances d'insertion des jeunes.

Cette situation s'explique non seulement par les

exigences du marché, mais également par les conditions de formation qui varient selon les ressources et le matériel disponible dans les différents centres.

L'enquête de l'ONEF met en lumière des résultats prometteurs des centres de formation professionnelle, mais aussi les défis à surmonter.

Il apparaît que,

malgré un taux d'insertion relativement élevé, une part non négligeable des sortants reste encore en marge du marché de l'emploi. Pour pallier ce problème, il est essentiel de renforcer les dispositifs d'accompagnement

à l'insertion et d'ajuster les programmes de formation aux besoins réels du marché.

Le gouvernement et les partenaires privés doivent donc poursuivre leurs efforts pour améliorer les conditions de formation, fournir davantage de soutien post-formation, et sensibiliser les entreprises à l'importance des qualifications professionnelles.

Ces mesures permettront d'optimiser l'employabilité des jeunes et de favoriser une croissance économique durable au Burkina Faso.

NAGABILA Isaac

Conseiller en emploi et en formation professionnelle /ONEF

	Inséré			Non inséré		
	Auto-emploi	Employé	Total	Apprenant/ stagiaire/ Etudiant	Sans emploi	Total
Sexe						
Homme	28,3	22,2	50,4	21,1	28,5	49,6
Femme	21,2	21,3	42,5	27,3	30,2	57,5
Milieu de résidence						
Urbain	26,3	21,9	48,2	22,5	29,2	51,8
Rural	35,9	22,4	58,3	20,7	21,0	41,7
Titre de qualification						
CQP	31,7	22,7	54,4	27,4	18,2	45,6
BQP	17,3	20,4	37,7	18,1	44,1	62,3
BPT	24,5	23,7	48,2	18,4	33,3	51,8
BPTS	33,0	20,8	53,7	5,0	41,3	46,3
Bénéficiaire d'un appui à l'insertion						
Oui	15,8	48,4	64,2	13,8	22,0	35,8
Non	27,5	20,3	47,8	23,0	29,3	52,2
Total	26,8	22,0	48,7	22,4	28,8	51,3

Tableau 1 : Taux d'insertion des sortants des centres de formation professionnelle (%)

jeunes issus du milieu rural affichent un taux d'insertion plus élevé (59,5%) que ceux vivant en milieu urbain (48,2%).

L'enquête met également en évidence l'importance de

Mécanicien(ne) réparateur ; réparatrice des véhicules automobiles	2,2	24,3	26,5	39,6	33,9	73,5
Menuisier	44,0	25,3	69,3	18,7	12,0	30,7
Menuisier métallique	15,0	10,0	24,9	57,9	17,1	75,1
Mètreur Vérificateur	11,1	55,6	66,7	11,1	22,2	33,3
Monteur ; dépanneur des équipements de froid	25,0	26,4	51,5	18,5	30,0	48,5
Opérateur de machines-outils	8,0	20,0	28,0	40,0	32,0	72,0
Plombier	51,1	35,6	86,7	8,9	4,4	13,3
Boulangère ; boulanger	23,8	42,9	66,7	4,8	28,6	33,3
Coiffeuse ; Coiffeur	0,0	33,3	33,3	66,7	0,0	66,7
Couturier ; Couturière	35,6	23,1	58,7	31,7	9,6	41,3
Dessinateur bâtiment	14,3	0,0	14,3	28,6	57,1	85,7
Électricien ; Électricien du bâtiment	30,4	21,5	51,8	11,0	37,2	48,2
Total	26,8	22,0	48,7	22,4	28,8	51,3

Tableau 2 : Taux d'insertion des sortants des centres selon la filière (%)

l'appui à l'insertion professionnelle. Les jeunes ayant bénéficié d'un accompagnement après leur formation affichent un taux d'insertion plus élevé (64,2%) que ceux qui n'en ont pas bénéficié (47,8%). Cet accompagnement, sous forme de stage, de coaching ou d'aides à la recherche d'emploi, joue un rôle important dans la réussite de la transition vers le marché du travail.

Ce constat justifie la nécessité de renforcer les dispositifs

INTÉGRATION DE L'INFORMATION GÉOSPATIALE DANS LA PRODUCTION STATISTIQUE : un levier stratégique pour une meilleure prise de décision

À l'ère numérique et des mégadonnées, l'intégration de l'information géospatiale dans les statistiques officielles est devenue cruciale pour améliorer la qualité des analyses et renforcer l'efficacité des politiques publiques. En combinant des données géographiques, telles que les images satellitaires, les coordonnées GPS et les cartes, avec des statistiques traditionnelles (démographiques, économiques et sociales), cette approche offre aux décideurs une compréhension plus approfondie des réalités locales.



Cette intégration permet de localiser les phénomènes avec précision, ce qui améliore l'analyse des disparités régionales dans l'accès aux services publics et la gestion des ressources naturelles, notamment dans des domaines cruciaux comme la planification urbaine, la gestion des crises et le suivi des Objectifs de Développement Durable (ODD). Grâce aux outils géospatiaux, les décideurs peuvent visualiser les données sous forme de cartes, facilitant ainsi l'analyse de la répartition des infrastructures, des populations et des ressources. En conséquence, les inégalités d'accès aux services essentiels, tels que l'éducation et la santé, peuvent être identifiées et traitées de manière plus efficace.

Une synergie entre données géospatiales et statistiques

L'intégration géospatiale et statistique consiste à enrichir les statistiques démographiques, économiques et environnementales avec des données géographiques, telles que les cartes, les images satellitaires ou les coordonnées GPS. Cette combinaison offre des analyses plus fines et contextualisées. Par exemple, un recensement de population enrichi par des données géospatiales permet non seulement de quantifier les

habitants d'une région, mais aussi de visualiser leur répartition, d'analyser les dynamiques migratoires, ou encore d'identifier les zones vulnérables en termes d'accès aux infrastructures.

Cette synergie permet d'aller au-delà des statistiques agrégées en révélant des disparités locales invisibles à l'échelle nationale ou régionale. L'identification précise des phénomènes, qu'il s'agisse de l'accès aux services publics ou de la répartition des ressources, constitue ainsi une base solide pour des décisions politiques mieux adaptées aux réalités locales.

Des enjeux multiples pour une production statistique enrichie

L'apport des données géospatiales est crucial dans divers secteurs. En santé publique, par exemple, elles permettent de localiser des foyers d'épidémies ou d'optimiser l'allocation des ressources dans les régions les plus touchées. Dans le domaine de l'éducation, elles facilitent l'identification des "déserts éducatifs", zones où l'accès à l'instruction est limité, permettant ainsi une meilleure planification des infrastructures scolaires.

De plus, les données géospatiales sont essentielles pour surveiller les ressources naturelles.

Elles offrent des informations précieuses sur l'évolution des sols, la déforestation, ou encore la gestion des ressources en eau. Cela est particulièrement pertinent dans les pays en développement où les ressources naturelles jouent un rôle central dans l'économie.

L'intégration des données géospatiales permet également de suivre les progrès des ODD. Par exemple, pour l'ODD 11 sur la durabilité urbaine, ces données permettent de mesurer l'étalement urbain, d'identifier les zones vulnérables et d'évaluer l'accès aux infrastructures, facilitant des interventions ciblées pour améliorer les conditions de vie.



Une vue aérienne de la ville de Ouagadougou

Les défis de l'intégration géospatiale

Malgré ses nombreux avantages, l'intégration des données géospatiales dans les statistiques officielles rencontre plusieurs obstacles. Le principal défi réside dans l'accès limité aux technologies et compétences techniques nécessaires à leur collecte et analyse, particulièrement dans les pays en développement. L'utilisation des systèmes d'information géographique (SIG) et des outils de télédétection nécessite non seulement des logiciels avancés mais aussi une expertise qualifiée pour en tirer le meilleur parti. En outre, la formation des statisticiens capables d'utiliser ces outils est cruciale pour maximiser l'impact de cette intégration.

En plus des compétences techniques, la qualité des données est un autre enjeu majeur. Il est nécessaire de garantir que les données géospatiales soient fiables, à jour et disponibles sur l'ensemble des territoires, notamment dans les régions les plus reculées.

De plus, l'intégration des données géospatiales soulève des questions de protection des données personnelles, surtout lorsqu'elles sont croisées avec des informations

démographiques sensibles. Il est donc nécessaire de mettre en place des cadres juridiques solides pour garantir une utilisation éthique et responsable.

Un avenir prometteur grâce aux technologies de pointe

Malgré ces défis, l'avenir de l'intégration géospatiale dans la production statistique est prometteur, avec de nouvelles avancées technologiques qui rendront les données encore plus accessibles et exploitables. Des initiatives, comme le Programme intégré des Nations Unies pour la Statistique Géospatiale (Global Statistical Geospatial Framework), visent à standardiser cette approche à l'échelle internationale, tout en encourageant l'harmonisation des méthodologies et des outils de collecte.

À long terme, les progrès technologiques joueront un rôle déterminant. L'intelligence artificielle, les systèmes automatisés de collecte de données et l'analyse prédictive permettront de

produire des statistiques plus précises et en temps réel, améliorant ainsi la prise de décision et la gestion des ressources. Ces évolutions faciliteront une meilleure compréhension des dynamiques territoriales et renforceront l'efficacité des politiques publiques.

En somme, l'intégration de l'information géospatiale dans la production des statistiques officielles marque un tournant décisif pour la gouvernance. Bien que des obstacles techniques subsistent, cette approche ouvre la voie à une transformation majeure, rendant les politiques publiques plus efficaces, inclusives et durables. Avec des investissements appropriés dans les infrastructures et la formation, la synergie entre les données géospatiales et les statistiques traditionnelles fournira aux décideurs les outils essentiels pour relever les grands défis du XXI^e siècle.

Abdou NOMBRE
Ingénieur des travaux statistiques

3^E ÉDITION DU CAFÉ STATISTIQUE

Les résultats de l'ENTE et de l'EHCVM-2 au menu des échanges

L'Institut national de la statistique et de la démographie a tenu le 30 août 2024, la troisième édition du Café statistique. Cette édition a consacré la présentation des résultats de deux enquêtes réalisées entre 2021 et 2022. Il s'agit de la deuxième Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM 2) et l'Enquête nationale sur le travail des enfants au Burkina (ENTE).



La Conseillère technique du DG de l'INSD, Edith TAPSOBA (au milieu) a souligné l'importance du Café statistique dont l'objectif est de faire connaître les résultats des opérations d'enquête.

Selon les résultats de l'EHCVM-2, 43,2% de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté en 2021, contre 41,4% en 2018. En terme relatif, ces taux, représentent respectivement 8 342 791 personnes et 9 294 205 personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Selon Zakaria KONCOBO, Coordonnateur technique de l'EHCVM-2, le seuil de pauvreté par personne et par an a significativement augmenté, passant de 194 629 F CFA en 2018 à 247 862 F CFA en 2021. La pauvreté touche tant les zones rurales qu'urbaines, bien que son impact soit davantage prononcé en milieu urbain.

La seconde étude au menu de cette rencontre est l'enquête nationale sur le travail des enfants, une opération réalisée en 2022 en collaboration avec le ministère en charge de la protection sociale. Des résultats de ladite enquête, on note une baisse globale du taux de prévalence des enfants exerçant une activité économique. Ce taux est

passé de 41,1% en 2006 à 40,3% en 2022.

Le pourcentage de garçons économiquement actifs a diminué par rapport à 2006. Par contre, on enregistre une augmentation du nombre de filles qui s'adonnent aux activités économiques avec 44,4% en 2022 contre 34% en 2006. Pour ce qui est des pires formes de travail, les données de l'enquête révèlent qu'environ 32 enfants sur 100 sont impliqués dans des formes de travail dangereuses dans les champs, les mines, les rues et les foyers. Rodrigue MARÉ, Chef du Service des Statistiques Sociales à l'INSD, souligne que cette opération revêt une importance cruciale. Elle permet non seulement d'ajuster les politiques actuelles, mais aussi de mettre en lumière la persistance du phénomène, démontrant ainsi sa pertinence continue. Il appelle les décideurs à se pencher sur la question et à développer davantage de stratégies pour réduire le phénomène.

La Conseillère technique Edith TAPSOBA a souligné l'importance du Café statistique dont l'objectif est de faire connaître les résultats des opérations d'enquête. Il se veut une tribune d'échange et de partage entre producteurs et utilisateurs de la statistique. En effet, le renforcement de la diffusion statistique, de la promotion de l'utilisation des données et de la culture statistique figure parmi les

objectifs principaux du Schéma directeur de la statistique qui aspire à améliorer la communication tant interne qu'externe au sein du Système statistique national.

Mouonkoun DABIRE
Chargé de Communication INSD



Les utilisateurs de la statistique s'impregnent des résultats de l'ENTE et de l'EHCVM 2



Les utilisateurs de la statistique s'impregnent des résultats de l'ENTE et de l'EHCVM 2

SESSION 2024 DES EXAMENS SCOLAIRES : DES PERFORMANCES EN PROGRESSION À TRAVERS TOUTES LES RÉGIONS

Malgré les défis liés à l'insécurité, le Burkina Faso a enregistré des résultats remarquables lors des examens scolaires de la session 2024. Les performances au Baccalauréat (BAC), au Brevet d'Études du Premier Cycle (BEPC) et au Certificat d'Études Primaires (CEP) sont encourageantes.



Selon la Direction générale des études et des statistiques sectorielles du MENAPLN, la session 2024 se distingue avec des avancées notables dans chaque région.

Le Burkina enregistre un taux de réussite de 52,61% au baccalauréat pour l'année scolaire 2023-2024. Soit une hausse de 13,34% par rapport à l'année scolaire précédente. Dans la même lancée, le taux de succès au BEPC connaît une progression de 8,92%. Selon la Direction générale des études et des statistiques sectorielles du MENAPLN, cette session se distingue avec des avancées notables dans chaque région. Des résultats éloquentes à bien des égards, font de cette année scolaire exceptionnelle en termes de performances scolaires, malgré un contexte sécuritaire préoccupant. Les efforts conjugués des enseignants, des élèves et des autorités ont porté leurs fruits, offrant au Burkina Faso une session d'examens mémorable.

Pour les premiers responsables du MENAPLN, cette réussite témoigne non seulement de la détermination

des apprenants, mais aussi de l'abnégation et du professionnalisme de tous les acteurs de l'éducation. Que ce soit les enseignants, le personnel administratif ou de soutien, leur engagement pour offrir une éducation de qualité, même dans des circonstances difficiles, mérite d'être applaudi.

Lors de la Journée de l'Excellence scolaire 2024 tenue le vendredi 23 août 2024, le Président du Faso a signifié que les résultats engrangés sont aussi le fruit des efforts des Forces de Défense et de Sécurité ainsi que des Volontaires de Défense de la Patrie, qui veillent jour et nuit à la sécurité des biens et des personnes. Leur dévouement, parfois au prix de leur vie, a permis d'assurer le bon déroulement des examens dans des conditions acceptables sur l'ensemble du territoire.

Un hommage particulier est rendu aux meilleurs élèves de cette session, dont les performances remarquables ont été saluées par les autorités. Le premier élève au niveau national a d'ailleurs atteint une moyenne impressionnante de 19,31/20 au BAC, un exploit qui illustre bien la dynamique positive dans laquelle s'inscrit le système éducatif cette année.

À présent, tous les regards se tournent vers la rentrée

scolaire 2024-2025, avec l'espoir que cette dynamique positive se poursuive pour des résultats encore plus prometteurs à l'avenir.

Anatole ZONGO
DGESS MENAPLN



Les regards sont tournés vers l'année scolaire 2024 - 2025

Type scolaire	d'examen	Taux national 2024	Taux national 2023	Écart en %
CEP		82,16%	71,48%	+ 10,68
BEPC		47,19%	38,27%	+8,92
BAC (toutes séries)		52,61%	39,27%	+13,34

Source : DGEC / MENAPLN

Année	Centre-Nord		Est		Nord		Sahel	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
CEP	81,23%	77,72%	84,15%	81,38%	83,41%	66,96%	83,49%	71,45%
BEPC	42,06%	37,09%	45,21%	33,90%	46,42%	37,53%	47,73%	37,19%
BAC (toutes séries)	64,39%	38,95%	51,28%	35,22%	51,73%	41,79%	62,01%	54,56%

Source : DGEC / MENAPLN

« NOUS AVONS PU TRAVAILLER SUR LES PROPOSITIONS DE LOI ET QUI ONT ABOUTI À L'ADOPTION DE LA NOUVELLE LOI STATISTIQUE EN 2021 NOMMÉE LOI 036. »

Boureima OUEDRAOGO, ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSD

L'Institut national de la statistique et de la Démographie (INSD) est l'organe national central en matière de statistique au Burkina Faso, chargé notamment de produire des statistiques officielles, d'assurer la diffusion des statistiques également d'assurer la coordination et le renforcement des capacités au niveau du Système statistique national. C'est un établissement public à caractère administratif depuis 2003, mais il existe en tant qu'Institut national de la statistique depuis 1958. Dans cet entretien, le Directeur général, Boureima OUEDRAOGO, nous présente les missions de l'INSD, ainsi que les résultats atteints et des réformes mises en œuvre par l'Institut.



Présentez-nous de façon succincte les missions de l'INSD.

Les statistiques sont des mesures qui permettent de comprendre un certain nombre de phénomènes, d'avoir une mesure chiffrée de ces phénomènes et de comprendre leur évolution surtout pour des prises de décision. A travers les statistiques, nous produisons essentiellement des indicateurs qui permettent de comprendre le niveau des phénomènes que nous suivons et la manière dont ces phénomènes se comportent. Par exemple pour mesurer la pauvreté, il est nécessaire de disposer de données chiffrées pour comprendre ce qu'est le niveau de la pauvreté au Burkina, son étendue et sa répartition sur le territoire national. Les statistiques permettent donc de mesurer ces phénomènes et d'avoir une bonne compréhension à travers ces chiffres.

Les missions de l'INSD comme je l'ai dit tantôt sont de produire et de diffuser les statistiques pour les besoins de prises de décisions. Dans ce sens, l'institut réalise un certain nombre d'activités qui sont connues comme les recensements généraux de la population, les enquêtes

auprès des ménages et aussi des enquêtes auprès des entreprises. De ces activités, l'institut publie un certain nombre de rapports statistiques qui sont des produits mensuels ou semestriels, et parfois annuels. Nous avons quelques publications assez bien connues qui sont les publications sur l'inflation appelée l'indice harmonisé des prix à la consommation. Nous avons aussi la publication sur la comptabilité nationale notamment l'évolution du Produit intérieur Brut au niveau national, mais aussi des statistiques sur la pauvreté et sur la démographie à travers les enquêtes démographiques ou les recensements généraux de la population.

Qu'entend-t-on par statistiques ? Pour le commun des mortels, l'INSD est là pour compter les populations. Qu'en dites-vous ?

Compter les populations fait partie de nos missions parce que nous avons le RGPH qui est une opération de très grande envergure et aussi très médiatisé. C'est ce qui fait que l'INSD est beaucoup connu à travers cette opération décennale, c'est-à-dire qui est réalisée normalement chaque 10 ans. Au-delà du recensement nous avons les enquêtes. En effet, du fait que ces recensements ne peuvent pas être organisés de façon continue, nous réalisons des enquêtes par sondage qui touchent une partie de la population et qui permettent d'avoir cependant des informations que l'on peut extrapoler sur toute la population. Ce sont donc des opérations organisées régulièrement sur les entreprises, les populations, les ménages, etc. Nous avons aussi d'autres opérations de collectes de données qui touchent les administrations ou qui exploitent des informations qui sont déjà produites à ce niveau. Donc l'INSD, au-delà des recensements, fait beaucoup d'autres choses en termes de production statistique.

Quels sont les principaux résultats atteints ses dernières années par l'INSD ?

Nous pouvons noter comme résultat : le RGPH réalisé en 2019 et qui a permis d'actualiser bon nombre d'indicateurs de base utiles non seulement pour mesurer l'évolution des phénomènes démographiques et sociaux, mais aussi pour fournir des informations qui servent de base pour le calcul d'autres indicateurs car la plupart des indicateurs statistiques sont rapportés à la population. Le recensement permet de renouveler ces bases d'information et de disposer d'une base de sondage. Cette base est une liste de l'ensemble des populations, des ménages qui permet de pouvoir faire des tirages pour réaliser des enquêtes statistiques. Au-delà de ce recensement, en 2021 nous avons réalisé l'enquête démographique et de santé qui permet à la suite du recensement, d'actualiser un certain nombre d'indicateurs socio-démographiques. Nous avons aussi réalisé récemment l'enquête sur l'emploi et le secteur informel qui permettra la mise en place d'un système d'enquête continue pour produire des statistiques trimestrielles sur l'emploi. Vous savez que l'emploi aujourd'hui est très important. En sus, nous avons pu mettre à jour à l'INSD, la base de la comptabilité nationale qui permet de calculer le Produit intérieur brut à travers le nouveau système de comptabilité nationale établi depuis 2008 et qui donne une référence actualisée pour la production de ces comptes nationaux. Nous avons aussi des publications courantes comme l'annuaire statistique, les comptes nationaux annuels, les tableaux de bord et bien d'autres publications sont réalisées. Cependant l'INSD, à travers son rôle de secrétariat technique du Système statistique national, a pu actualiser le Schéma directeur national 2021- 2025 qui est en cours. Également, nous avons pu travailler sur les propositions de loi et qui ont abouti à l'adoption de la nouvelle loi statistique en 2021 nommée loi 036. Actuellement, nous sommes en train d'élaborer les textes d'application de cette loi. Il y a un certain nombre de résultats assez importants qui ont été réalisés ces dernières années à l'INSD et bien sûr, sur l'ensemble du Système statistique national.

Quelles ont été les différentes réformes opérées pour atteindre ces différents résultats ?

Il y a eu plusieurs réformes comme je le disais. Au départ, c'était un simple bureau statistique. Il est devenu par la suite un service de la statistique et plus tard une direction de la statistique et de la mécanographie qui s'occupait à la fois des productions statistiques mais également du traitement salarial au niveau national. C'est donc en 1974 qu'il est devenu l'Institut National de la Statistique et de la Démographie. En 2003, l'INSD est devenu un établissement public de l'État à caractère administratif et depuis lors, l'INSD a évolué sur un certain nombre d'éléments dans ses textes, et aujourd'hui l'INSD est

organisé à travers sa direction générale et ses directions régionales. Il y a eu des réformes qui ont permis à l'INSD d'arriver à ce niveau-là.

Quelle est l'importance des statistiques dans un pays comme le Burkina Faso ?

Vous savez, les États sont devenus très complexes, cela veut dire que la gestion des États demande de disposer suffisamment d'informations statistiques qui permettent d'éclairer la prise de décision et d'assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des politiques de développement au niveau national, sous régional et international. Si vous voulez par exemple construire des écoles, il faut savoir où sont situées les populations et où se trouve le besoin le plus important et l'impact de la mise en place de ces écoles, de ces infrastructures peut être le plus important. Cela nécessite donc de connaître la population, sa répartition, sa composition par âge, d'où la nécessité de disposer des statistiques. Je prends aussi le cas des centres de santé. Si vous voulez construire un centre de santé, il faut connaître quels sont les besoins des populations mais au fur et à mesure que ces centres fonctionnent, il faut les adapter. Pour ce faire, il faudra collecter les informations par exemple pour savoir quels sont les besoins, comment les gens exploitent les différents services. Les statistiques aujourd'hui sont fondamentales voire indispensables dans la gestion d'un État moderne. Au-delà des responsables et des gouvernants, le citoyen a besoins d'information stratégique à savoir quels sont les projets et progrès réalisés, quelle est l'évolution de son pays par rapport à d'autres et de sa région comparée à d'autres régions. Tout le monde a donc besoin de statistiques pour pouvoir apprécier les performances politiques qui sont mise en place ; ou pour savoir quelle est la situation de son pays, de son village, etc.

Retranscription

Aude Flore TONE

Florence ZONGO

Stagiaires en communication

CHAMP D'ACTION DU RGE

Le recensement général des entreprises est une opération d'**envergure nationale**. Il va consister à collecter des informations auprès des entreprises formelles et informelles dans l'ensemble des treize régions que compte le Burkina Faso.

Le Recensement général des entreprises concerne toutes les unités économiques, géographiquement localisables c'est-à-dire ayant des locaux fixes.

Il s'agit des locaux construits en matériaux durables qui possèdent les caractéristiques suivantes :

- Les murs sont en briques, en planches ou en tôles conventionnelles.
- Les toits en béton, en tôles ou autre matériau jugé durable.
- Une porte d'entrée en bois ou en fer.
- Les containers sont considérés comme des locaux en matériaux durables.

Autres entreprises concernées par le RGE :

- Les unités dont la nature de leur activité les amène à ne pas exercer nécessairement dans les locaux fixes (terrasse, hangar, etc.)
- Les unités économiques sans enseignes et/ou difficilement repérables qui exercent leurs activités dans les parcelles ou concessions (certains couturiers, prestataires de services, etc.).
- Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) qui sont des unités de production non marchande au service des ménages menant des activités sur le territoire national (les organisations non gouvernementales, les associations, etc.)
- Les établissements en cessation d'activité, en faillite ou créés au moment de l'opération ; Ils seront énumérés mais exemptés du questionnaire principal.
- Les établissements publics qui tiennent une comptabilité du fait du caractère purement marchand de leur activité ou du fait de la présence d'une activité marchande non négligeable à côté de l'activité traditionnelle réputée non marchande (Sociétés d'Etat, certains établissements publics de l'Etat (EPE), etc.)

VOTRE
ENTREPRISE
COMPTE
 POUR LE BURKINA FASO
FAITES-LA RECENSER



